



www.libourne.fr
Pôle dynamique commerciale
Service Commerces et marchés
DP/A-2023-510

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

arrêté mis en ligne le 8 avril 2024

**ARRÊTE DU MAIRE DE LIBOURNE
PORTANT PERMIS de STATIONNER
TERRASSE ANNUELLE 2024
LE ZINC AUTHENTIQUE- 42 rue Fonneuve**

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1 et L.2213-6,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et plus particulièrement les articles L2111-14, L2121-1, L2122-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal du 22 avril 2011 portant réglementation des terrasses,

Vu l'arrêté du Maire en date du 26 mai 2020 donnant délégation de signature à Madame Marie-Sophie Bernadeau, adjointe déléguée au commerce, aux foires, marchés et au domaine public,

Vu la demande de Monsieur Benjamin ROLLAND, gérant de l'établissement « **LE ZINC AUTHENTIQUE** », « **SARL B-CED AUTHENTIQUE** », situé 42 rue Fonneuve à Libourne,

Considérant la nécessité d'animer ce secteur géographique de la ville,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services,

ARRETE

Article 1.

Un permis de stationner est accordé à Monsieur Benjamin ROLLAND, gérant de l'établissement « **LE ZINC AUTHENTIQUE** », « **SARL B-CED AUTHENTIQUE** » situé 42 rue Fonneuve à Libourne, pour l'installation **d'une terrasse annuelle ouverte** aux périodes suivantes :

- **Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.**

Ce permis de stationner est établi en référence à l'arrêté municipal du 22 avril 2011, portant règlement général des terrasses, joint en annexe à la présente.

Article 2.

Le pétitionnaire est autorisé à installer sa terrasse (sous réserve expresse du droit des tiers) :

- Sur une surface **de 4,48 m²**,
- Par acceptation **de la redevance d'occupation du domaine public** qui lui sera facturée mensuellement, et devra être réglée avant le 10 de chaque mois,
- Conformément au plan joint.

Article 3.

Cette autorisation pourra être résiliée de plein droit à la demande de la commune en cas de :

- Défaut d'application d'une des clauses énoncées,
- Non-respect du règlement de l'arrêté général du 22 avril 2011,
- Nuisances et troubles à l'ordre public.

Article 4.

La signalisation routière sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 5.

Les véhicules en infraction gênants seront verbalisés et mis en fourrière ou déplacés après intervention de la Brigade de Gendarmerie ou de la police municipale.

Article 6.

La Direction générale des services, le service de la police Municipale, la Brigade Territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Libourne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera :

Transmise à la Préfecture de la Gironde,

Publiée et affichée en Mairie le

- 8 AVR. 2024

Fait à Libourne, le

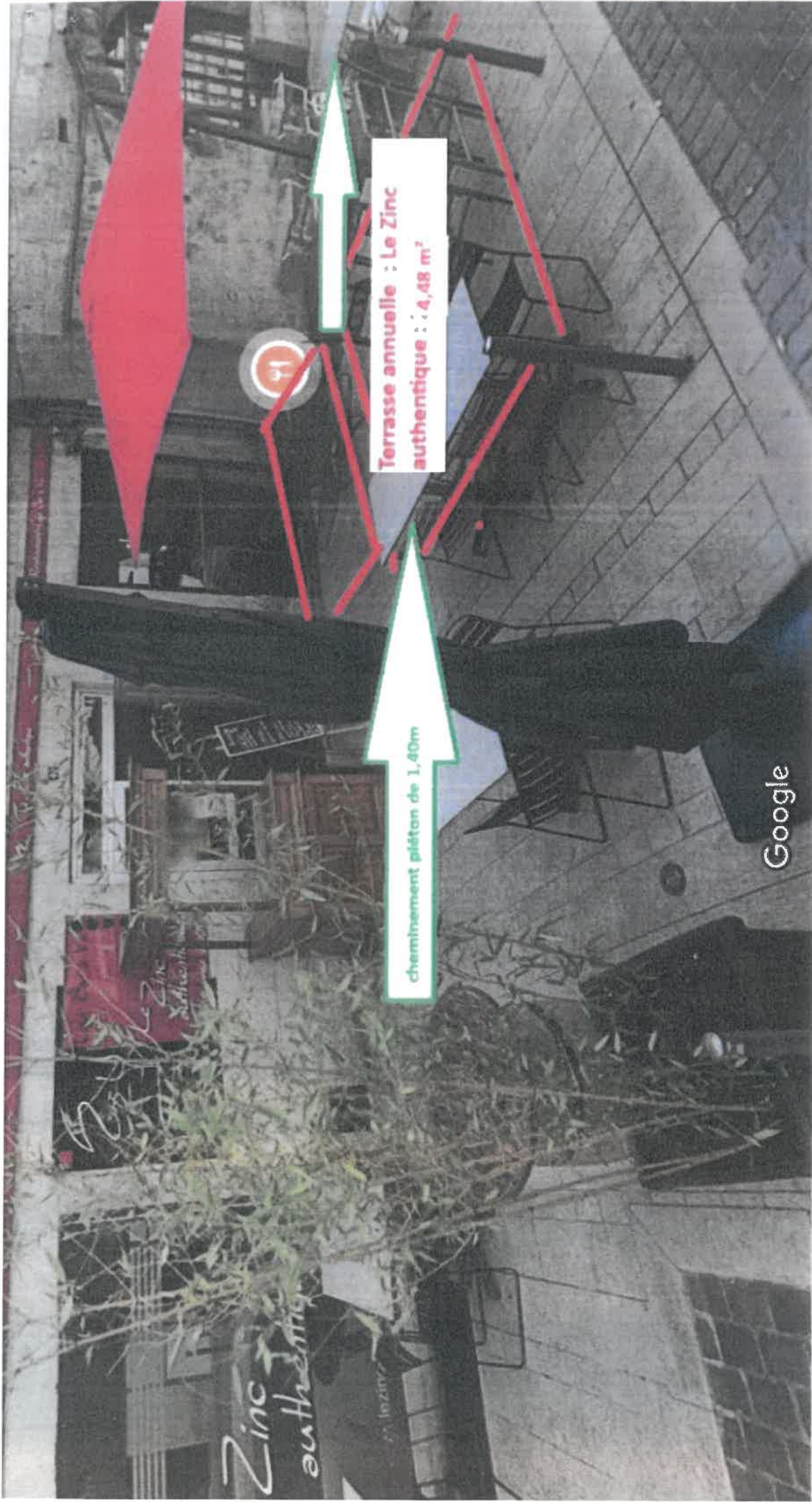
Le maire

= 8 AVR 2024



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui publié sur le site internet de la mairie,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, ou d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Vu pour être annexé à mon arrêté du - 8 AVR. 2024
Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
au commerce, des services et au domaine public



Marie-SOP BERNARDEAU